



Crise du Covid : les plus pauvres s'endettent, le gouvernement s'entête



Mémo N° 49

Le Conseil d'Analyse Économique, organisme d'études économique rattaché au Premier Ministre, a sorti ce lundi 12 octobre une [étude](#)¹ basée sur les données bancaires du Crédit Mutuel qui s'intéresse aux effets de la crise sanitaire sur les dépenses et l'épargne des ménages.

Un impact très différent selon les secteurs

En étudiant les dépenses des ménages, les chercheurs ont pu relever l'impact du confinement et puis de la sortie du confinement selon les secteurs. Sans surprise, le voyage et la restauration ont perdu pendant le confinement (de l'ordre de 15%) mais également ensuite, l'impact est même monté à 25% pour les agences de voyage. Certains secteurs ont en revanche connu un fort rebond après quelques pertes subies pendant le confinement, c'est le cas notamment de l'alimentation, des hypermarchés ou des équipements médicaux.

Enfin, certaines catégories de commerce ont connu une hausse de leurs chiffres d'affaires pendant le confinement et cela s'est confirmé post-confinement, parmi eux on peut citer, les superettes, supermarchés et épiceries ainsi que les services informatiques qui ont connu post confinement une hausse de plus de 20% par rapport à l'année précédente.

De l'épargne pour les plus riches...

Le ministre de l'économie Bruno Le Maire ne cesse de le rappeler, « les français ont épargné pendant le confinement ». C'est vrai. Selon cette étude, en août 2020, le surplus d'épargne lié à la crise sanitaire s'élèverait à 50 milliards d'euros. Ce que ne précise pas le ministre, c'est que ce sont surtout les plus riches qui ont pu épargner durant cette période.

En effet, les ménages parmi les **20% les plus aisés sont responsables de près de 70% de ce surplus d'épargne**, dont près de la moitié pour le seul premier décile (10% les plus riches).

...des dettes pour les plus pauvres

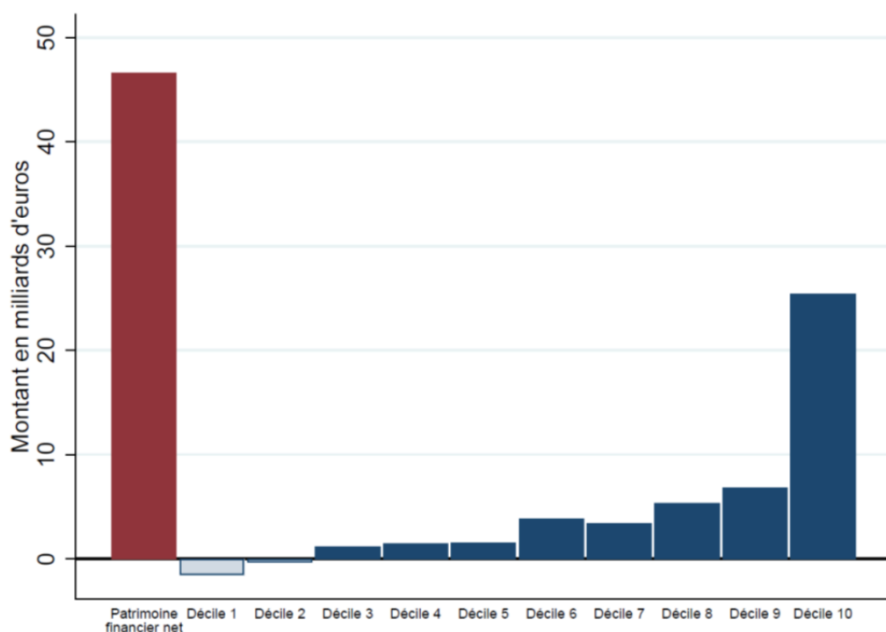
Comme le montre ce graphique issu de l'étude, pour les ménages parmi les 20% les plus modestes, l'épargne a été négative, c'est-à-dire qu'ils ont dû s'endetter pour faire face à leur dépenses.

Contrats non renouvelés ou non honorés, perte de salaire en chômage partiel, difficultés d'accès aux associations durant le confinement, travail informel impossible,... nombreux sont les éléments qui expliquent les difficultés particulièrement aiguës des plus pauvres durant cette crise sanitaire.

Les ménages les plus pauvres sont généralement ceux qui ont les dépenses contraintes (loyer, abonnements, alimentation, électricité, assurances, etc.) les plus élevées en proportion de leurs revenus. Ainsi, ils n'ont pas pu réduire leur consommation malgré les pertes de revenus évoqués ci-dessus.

¹ <http://www.cae-eco.fr/dynamiques-de-consommation-dans-la-crise-les-enseignements-en-temps-reel-des-donnees-bancaires>

Graphique 11. Contribution à la croissance du patrimoine financier net par décile de dépenses pré-Covid



Source : Exploitation des données Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Source : CAE

C'est en partie l'impossibilité d'avoir accès aux loisirs et aux dépenses « superflues » qui a permis aux plus riches d'épargner, or, même en temps normal les plus pauvres n'ont pas accès, ou très peu, à ce type de dépenses. De ce point de vue, le confinement n'a rien changé dans leurs dépenses.

Comme nous l'appelons de nos vœux depuis le début de cette crise sanitaire, cette étude démontre l'urgence de porter une attention particulière aux ménages les plus modestes.

L'étude est assez claire sur le sujet : « *Un soutien beaucoup plus franc aux ménages les plus modestes, plus exposés aux conséquences économiques des mesures sanitaires, va très rapidement s'avérer nécessaire.* », c'est même d'ores et déjà plus que nécessaire.

Les solutions sont connues, notamment :

- Revalorisation des minimas sociaux
- Augmentation du Smic et des pensions
- Eligibilité au RSA avant 25 ans
- Revenu d'insertion pour les jeunes pour assurer leur stabilité durant leurs études et la recherche d'un emploi stable.
- Donner aux missions locales les moyens d'assurer convenablement leur mission comme la garantie jeune

Pourtant, une fois de plus, sur les 100 milliards du plan de relance, rien n'est prévu pour les plus pauvres.

C'est à la fois inique sur le plan social mais également incompréhensible sur le plan économique. Les plus modestes ne peuvent certainement pas se payer le luxe d'épargner, toute l'aide qui pourrait leur être apportée serait donc réinjectée dans le circuit économique. C'est bien de cette façon que l'on relance l'économie, pas en offrant des milliards à ceux qui en accumulent déjà.

Montreuil, le 13 octobre 2020